

Direction Générale Aménagement du territoire et patrimoine  
Service Espaces Publics

**Objet |** Tirage de câbles fibre optique Avenue Roger Schwob à Cenon.

**Monsieur Jean François EGRON, Maire de CENON et Vice-président de Bordeaux Métropole,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la route, décret n°95-807 du 30 juillet 1985 modifiant certaines dispositions du Code de la Route, et le décret n°86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police du Maire en matière de circulation routière,

Vu l'ordonnance n° 2000-930 du 22 septembre 2000, ratifiée le 8 novembre 2000 relative à la partie législative du code de la route,

Vu l'arrêté numéro 2020-232 du 29 mai 2020 de suppléance et de délégation de signature,

Considérant la demande présentée par **l'entreprise Optic télécoms 10 rue du Paquier 21600 LONGVIC représentée par Monsieur Jean-Sebastien BERTRAND**, à l'effet d'entreprendre **le tirage de câbles fibre optique Avenue Roger Schwob à Cenon**,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions utiles afin de procéder en toute sécurité aux travaux précités,

Sur proposition de Madame La Directrice Générale des Services Municipaux,

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup> :** **L'entreprise Optic Télécoms pour le compte de COVAGE**, est autorisée à entreprendre du **17 octobre 2022 au 9 novembre 2022**, le tirage de câbles fibre optique Avenue Roger Schwob à Cenon.

**Article 2 :** Pendant toute la durée des travaux : **(1 nuit de 22h à 5h durant la période)**

- La circulation **sera interrompue par « RUE BARREE » sauf véhicules de secours**, partie comprise entre Avenue René Cassagne et rue Camille Pelletan.
- Une déviation sera mise en place vers l'Avenue René Cassagne et rue du Docteur Roux.
- **Le stationnement sera interdit au droit des travaux.**
- La circulation des piétons **sera maintenue et sécurisée.**
- La desserte des riverains demeurera assurée dans les meilleures conditions possibles.
- **Kéolis, Véolia et le SDIS** seront informés des désagréments occasionnés.

**Article 3 :** La signalisation réglementaire de chantier matérialisant les dispositions des articles précédents, sera mise en place, entretenue et déposée par les entreprises chargées de l'exécution des travaux, elle sera conforme à l'instruction interministérielle de signalisation routière.

**Article 4 :** **L'entreprise se charge de l'information auprès des riverains, commerçants, entreprises et services publics concernés.**

**Article 5 :** Le nettoyage et la remise en état des éventuelles dégradations sur la chaussée et sur les trottoirs devront être assurés par le demandeur.

**Article 6 :** L'éventuelle redevance sera calculée à l'achèvement des travaux et fera l'objet de l'émission d'un titre recette.

**Article 7 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès verbaux, et les contrevenants poursuivis conformément à la loi.

**Article 8 :** Les services de Police, les services communautaires et les services municipaux sont chargés, selon leurs compétences respectives, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs Communaux.

Fait à Cenon, le 13 octobre 2022

Rendu exécutoire en vertu de l'article L.2131-1 du CGCT  
Date d'affichage : le 14/10/2022

Pour le Maire,  
L'Adjoint aux Grands Travaux,  
Patrimoine Municipal et VRD,

**Jean-Marc SIMOUNET**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.